

La presse de la Suisse romande en pleine tourmente

La crise atteint un secteur où coexistent encore de nombreux titres

GENÈVE - *correspondance*

Le groupe zurichois Tamedia vient de se séparer du rédacteur en chef de la *Tribune de Genève*, qui s'opposait à des mesures d'économie.

Après des décennies de résultats insolents, l'industrie de la presse helvétique vit une crise sans précédent. Fin juillet, la version imprimée du quotidien *Le Matin*, dont le logo orange et les articles accrocheurs étaient bien connus des lecteurs, disparaissait des kiosques de Suisse romande.

C'est maintenant au tour d'un autre quotidien appartenant au groupe Tamedia de connaître la crise. La *Tribune de Genève*, fondée en 1879 dans la ville au jet d'eau, vient de voir son rédacteur en chef, Pierre Ruetschi, à la tête de la rédaction depuis 2006, poussé vers la sortie par ses patrons, après des mois de mésentente.

«*La direction générale du groupe et Pierre Ruetschi n'étaient plus en phase*», explique pudiquement Patrick Matthey, porte-parole de Tamedia. Leur principal point d'achoppement était le projet «2020»: le regroupement des rubriques Suisse, Economie, Monde et Sport.

Concrètement, depuis le début de l'année, une équipe de journalistes situés à Lausanne produisent sans distinction des articles pour plusieurs journaux du groupe – *24 heures*, *Tribune de Genève* et *Le Matin dimanche*. La naissance de cette «*newsroom*» fait craindre une uniformisation des contenus, même si les pages locales sont toujours différentes d'un journal à l'autre et que des titres indépendants comme *Le Courrier* subsistent.

Voilà près de deux ans que Tamedia a décidé de restructurer

son activité pour réagir à la baisse des revenus publicitaires, qui ont diminué de 11 % ces deux dernières années.

La société zurichoise, qui détient une palette de titres aussi divers que le gratuit *20 Minutes* ou le quotidien alémanique *Tages-Anzeiger*, emploie 3400 personnes en Suisse et en Europe, dont environ 800 en Suisse romande. Cotée en Bourse, Tamedia a réalisé, en 2017, un bénéfice de 170 millions de francs suisses (151 millions d'euros), en hausse de plus de 30 %, dopé par les sites de petites annonces. Le deuxième groupe de presse helvétique, Ringier, désormais détenu par l'éditeur allemand Axel Springer, a lui aussi restructuré son activité dans la presse imprimée: la création d'une «*newsroom*» commune entre le quotidien *Le Temps* et le magazine *L'Hebdo* a abouti à la disparition de ce dernier, début 2017.

La guerre commerciale fait rage

Pour Philippe Amez-Droz, économiste des médias à l'université de Genève, «*la Suisse est gâtée par rapport à la France. Rien qu'en Suisse romande, il existe encore une quinzaine de titres régionaux et suprarégionaux*», rappelle-t-il. «*Mais la concentration va s'accroître dans les années à venir, car il y a trop de supports, par rapport à la capacité de financement de la publicité.*»

Entre les éditeurs suisses, la bataille fait rage. L'enjeu semble moins de retrouver un lectorat qui s'érode, que de se répartir les revenus publicitaires restants. Cette guerre commerciale s'est accrue au printemps, au moment de la faillite de la régie Publicitas, qui a mis en difficulté les journaux indépendants qui ne possèdent pas de service commercial propre.

A la tête de la *Tribune de Genève*, Pierre Ruetschi n'a jamais vraiment caché ses doutes quant au projet de fusion des rédactions de Tamedia. Dernièrement, il avait aussi refusé de transmettre à ses supérieurs une liste d'employés grévistes, qui se sont vu imposer des retenues de salaire. Patrick Matthey reconnaît que «*certaines mesures ont été dures, mais la position de la direction était une réponse à la grève, qui était négative pour tout le monde*».

Dans les médias romands, le climat est morose. D'autant que les mauvaises nouvelles se succèdent: avant l'été, l'Agence télégraphique suisse a elle-même subi un plan social d'envergure. D'aucuns craignent que la concentration n'affecte la qualité de l'information en Suisse.

La responsable du pôle investigations de la *Tribune de Genève*, Sophie Roselli, a ainsi donné sa démission à la suite du départ de son rédacteur en chef. Elle avait notamment révélé le voyage à Abou Dhabi, tous frais payés, d'un ministre genevois en exercice, Pierre Maudet. Son scoop a précipité l'ouverture d'une enquête pour «*acceptation d'un avantage*».

Pour que la presse continue de jouer son rôle de contre-pouvoir, des voix s'élèvent afin de demander à la Suisse d'instaurer des aides directes. Dans un pays de culture libérale, cette idée promet d'enflammer les débats au Parlement. D'autres initiatives émergent, parmi lesquelles l'application Timoty, qui propose un panel d'articles de différents journaux contre une somme fixe, à la manière de la plate-forme suédoise Spotify. L'outil devrait être lancé en septembre. ■

MARIE MAURISSE